

## Clara Brillembourg

Associée, Arbitrage et contentieux internationaux

Washington, D.C.

TÉL. : 202.261.7334

FAX : 202.785.6687

EMAIL : [cbrillembourg@foleyhoag.com](mailto:cbrillembourg@foleyhoag.com)

Clara Brillembourg est spécialisée dans le conseil des États souverains concernant les différends internationaux avec d'autres États, investisseurs étrangers et demandeurs étatsuniens.

Dans le cadre de sa pratique du droit international public, elle a représenté avec succès des États devant la Cour internationale de Justice (CIJ) dans des différends impliquant des droits territoriaux, des droits de l'homme et des dommages environnementaux, notamment dans les affaires *Équateur contre Colombie* (dommages causés par des herbicides), *Géorgie contre Russie* (épuration ethnique en Abkhazie et Ossétie du Sud), et *Uruguay contre Argentine* (protection environnementale internationale et développement durable). Elle dispose également d'une grande expérience en conseil des États dans des affaires de délimitation de frontières portées devant la CIJ, devant les tribunaux au titre de l'Annexe VII de la CNUDM et devant le Tribunal international du droit de la mer (TIDM). Parmi les affaires qu'elle a récemment défendues figurent les affaires *Ghana contre Côte d'Ivoire* (chambre spéciale du TIDM), *Bangladesh contre Myanmar* (TIDM), *Bangladesh contre Inde* (CPA, Annexe VII), et *Nicaragua contre Colombie* (CIJ).

Dans sa pratique de l'arbitrage des investissements, Clara possède une vaste expérience dans la représentation d'États souverains dans le cadre d'arbitrages d'investissement engagés devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et d'autres instances arbitrales éminentes. Clara a été reconnue comme une figure de proue de l'arbitrage international par les publications *Legal 500* aux États-Unis et en Amérique latine. Elle a en outre été classée parmi les meilleures avocates dans le domaine de l'arbitrage international par *Latinvex*. Elle est récemment parvenue à défendre l'Uruguay dans un arbitrage CIRDI engagé par Philip Morris contre la réglementation du pays relative à la lutte contre le tabagisme.

Sa représentation d'États souverains comprend également divers contentieux nationaux devant les cours fédérales américaines, impliquant souvent des immunités souveraines étrangères, dans le cadre desquels elle a œuvré pour faire rejeter l'affaire en début de procédure.

De plus, Clara a acquis une spécialisation dans le conseil d'États en veillant à des extraditions hautement prioritaires de personnes depuis les États-Unis.

Clara est régulièrement invitée à intervenir dans des conférences sur des sujets d'arbitrage d'investissement, de droit international public et de délimitation de frontières maritimes. Elle préside le Conseil des futurs leaders du Centre international Meridian, qui rassemble des jeunes leaders de la communauté diplomatique étrangère avec des professionnels du gouvernement des États-Unis, des entreprises, des organismes multilatéraux et des médias pour échanger des idées sur la politique internationale. Elle siège actuellement au conseil d'administration du Centre Carr de la Harvard Kennedy School pour les politiques des droits de l'homme, et pour la promotion de l'éducation des filles en Afrique.

Avant de rejoindre Foley Hoag, Clara a travaillé à la Banque mondiale, dans les départements Environnement et Développement humain en Afrique, en particulier sur les politiques juridiques de la Banque relatives à l'environnement et aux peuples indigènes, ainsi que sur la mise en œuvre de projets de développement en Afrique.

### INDUSTRIES

États souverains

### DOMAINES

Arbitrage et contentieux  
internationaux

Cour internationale de Justice

Arbitrage États-investisseurs

Contentieux

Différends sur les frontières

maritimes et terrestres

Droit international public

Responsabilité sociale

d'entreprise

### ÉTUDES

Yale Law School, J.D.

Harvard College, B.A., *magna*

*cum laude* avec les mentions

les plus élevées

### LANGUES

Anglais

Espagnol

## BARREAUX

- District de Columbia
- New York
- Cour de district des États-Unis pour le District de Columbia
- Cour suprême des États-Unis

## Spécialisation en conseil d'États souverains auprès de :

- la Cour internationale de Justice
- le Tribunal international du droit de la mer
- le Centre International pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)
- la Cour permanente d'arbitrage
- Cours fédérales et d'État des États-Unis
- pouvoirs exécutifs et législatifs du gouvernement des États-Unis

## EXPÉRIENCE REPRÉSENTANT

*Contentieux devant la Cour internationale de Justice de La Haye*

- *Nicaragua contre Costa Rica (affaire relative à la construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan)*. Conseil du Nicaragua (2011-2015) dans une affaire concernant la pollution du fleuve San Juan engendrée par les activités agricoles et les constructions sur la côte du Costa Rica.
- *Costa Rica contre Nicaragua (affaire relative à certaines activités menées par le Nicaragua dans la zone frontalière)*. Conseil du Nicaragua (2010-2015) dans une affaire concernant des dommages environnementaux allégués dus au dragage du fleuve San Juan et à la restauration d'un canal par le Nicaragua.
- *Équateur contre Colombie (affaire relative à la pulvérisation aérienne d'herbicides)*. Conseil de l'Équateur (2008-2013) dans une affaire concernant la pulvérisation aérienne d'herbicides toxiques en Colombie dans une zone proche de la frontière équatorienne et portant gravement atteinte à la santé, aux populations indigènes, au bétail, à la production agricole et à l'environnement en Équateur.
- *Nicaragua contre Colombie (affaire relative aux différends territoriaux et maritimes)*. Conseil du Nicaragua (2007-2012) dans une affaire concernant la souveraineté sur des îles des Caraïbes ainsi que la délimitation de la frontière maritime dans ces eaux.
- *Géorgie contre Russie (affaire relative à l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale)*. Conseil de la Géorgie (2008-2011) contre la participation de la Russie et son soutien à l'épuration ethnique visant à expulser les Géorgiens de souche des zones occupées par les forces russes après l'invasion perpétrée par la Russie en août 2008.
- *Argentine contre Uruguay (affaire concernant les usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay)*. Conseil de l'Uruguay (2006-2010) dans une affaire concernant l'autorisation pour l'Uruguay de se servir d'une usine de pâte à papier comme modèle écologique de développement économique durable et l'allégation de l'Argentine concernant la pollution, engendrée par cette usine, du fleuve partagé par les deux États.

- *Costa Rica contre Nicaragua (affaire concernant des droits de navigation et connexes)*. Conseil du Nicaragua (2007-2009) dans une affaire concernant la souveraineté sur le fleuve San Juan, le droit de réglementer la navigation et le caractère licite des réglementations au Nicaragua.

#### **Contentieux, arbitrage et médiation de différends relatifs aux frontières territoriales et maritimes**

- *Ghana contre Côte d'Ivoire. Arbitrage international régi par l'Annexe VII de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) devant une chambre spéciale du TIDM*. Conseil du Ghana (2014-2017) dans une affaire concernant la délimitation maritime dans le golfe de Guinée, relatif à l'extraction continue de pétrole par le Ghana dans la zone en question.
- *Bangladesh contre Inde. Arbitrage international selon l'Annexe VII de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) devant la CPA*. Conseil du Bangladesh (2009-2014) dans une affaire concernant la délimitation de la frontière maritime dans les eaux territoriales, de la zone économique exclusive et du plateau continental élargi dans le golfe du Bengale.
- *Bangladesh contre Myanmar. Tribunal international du droit de la mer*. Conseil du Bangladesh (2009-2012) dans une affaire concernant la délimitation de la frontière maritime dans les eaux territoriales, la zone économique exclusive et le plateau continental élargi dans le golfe du Bengale.
- *Djibouti/Érythrée. Médiation par Son Altesse Royale l'Émir du Qatar*. Conseil de la République de Djibouti (depuis 2010) dans une médiation avec l'Érythrée visant à résoudre un différend frontalier.
- *Nicaragua contre Colombie. Cour internationale de Justice*. Conseil du Nicaragua (2007-2012) dans une affaire concernant la souveraineté sur certaines îles situées dans la mer des Caraïbes ainsi que la délimitation de la frontière maritime entre le Nicaragua et la Colombie dans ces eaux.
- *Guyane contre Suriname. Arbitrage international selon l'Annexe VII de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer*. Conseil de la Guyane (2004-2007) dans une affaire concernant la délimitation de la frontière maritime entre les deux États.

#### **Arbitrage international pour le compte d'États souverains contre des investisseurs étrangers**

- *Ritika Mehta, Vinita Agarwal et Prenay Agarwal contre République orientale de l'Uruguay, procédure d'arbitrage CNUDCI engagée devant la Cour permanente d'arbitrage (CPA)*. Conseil de l'Uruguay dans le cadre d'un arbitrage engagé en vertu du TBI conclu entre l'Uruguay et le Royaume-Uni, impliquant un projet d'extraction de minerai de fer à grande échelle, dont le demandeur prétend qu'il vaut 3,47 milliards USD.
- *Italba Corporation contre République orientale de l'Uruguay, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)*. Conseil de l'Uruguay (2016-2019) dans le cadre d'un arbitrage en vertu du traité d'investissement entre les États-Unis et l'Uruguay concernant la réglementation des spectres de télécommunications en Uruguay. Le tribunal a nié à l'unanimité la compétence et ordonné au demandeur de payer les frais de justice engagés par l'Uruguay.
- *Philip Morris Brands Sarl et al. contre République orientale de l'Uruguay, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)*. Conseil de l'Uruguay (2010-2016) dans un arbitrage engagé par les entreprises

suisses de tabac concernant la réglementation de l'Uruguay sur l'emballage des cigarettes et les avertissements pour la santé. Le tribunal a unanimement rejeté les requêtes du demandeur relatives aux mesures de contrôle de l'Uruguay et l'a condamné à payer les frais de justice engagés par l'Uruguay.

- *EURAM Investment Bank AG contre République slovaque. Arbitrage CNUDCI ad hoc.* Conseil de la République slovaque (2009-2014) dans un arbitrage en vertu d'un traité de promotion et de protection des investissements liant l'Autriche, la République tchèque et la République slovaque à la suite de changements dans le secteur de l'assurance-maladie slovaque.
- *ETI Euro Telecom International N.V. contre République de Bolivie. Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).* Conseil de la Bolivie (2007-2009) dans le cadre d'une demande d'arbitrage présentée par une société néerlandaise dont la participation dans une entreprise de télécommunications bolivienne a été nationalisée par le gouvernement.
- *M.C.I. Power Group L.C. contre République de l'Équateur. Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).* Conseil de l'Équateur (2008-2009) dans une procédure d'annulation devant un panel du CIRDI intentée par un investisseur canadien du secteur de l'électricité cherchant à annuler la décision arbitrale en faveur de l'Équateur.
- *Química e Industrial del Borax Ltda. contre République de Bolivie. Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).* Conseil de la Bolivie (2006-2009) dans une procédure selon le traité bilatéral d'investissement entre la Bolivie et le Chili concernant la résiliation d'une concession minérale par le Gouvernement bolivien.
- *A.E.I Luxembourg Holdings S.a.r.l. contre République de Bolivie. Institut d'arbitrage de la Chambre de commerce de Stockholm.* Conseil de la Bolivie (2008-2009) dans un arbitrage, selon un traité d'investissement entre le Luxembourg et la Bolivie, fondé sur la nationalisation d'une société de gazoduc par la Bolivie.
- *Occidental Petroleum Corporation et Occidental Exploration and Production Company contre République de l'Équateur. Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).* Conseil de l'Équateur (2006-2007) dans une procédure de mesures conservatoires demandées par une société pétrolière américaine alléguant une expropriation de son investissement dans un champ pétrolier équatorien.
- *Shell Brands International AG et Shell Nicaragua S.A. contre République du Nicaragua. Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).* Conseil du Nicaragua (2006-2007) dans un arbitrage selon le traité bilatéral d'investissement entre le Nicaragua et les Pays-Bas, en rapport avec une saisie de marques ordonnée par les tribunaux nicaraguayens.

#### **Contentieux pour le compte d'États souverains devant les Cours fédérales des États-Unis**

- *Bardales contre Consulat du Pérou à New York, Tribunal du district Sud de New York.* Représentation du Consulat du Pérou à New York et de l'ancien Consul général (depuis 2018) dans le cadre d'un conflit de travail.
- *Valambhia et al. contre Tanzanie, Cour de district des États-Unis pour le District de Columbia.* Conseil de la Tanzanie (2017-2019) dans le cadre d'une affaire engagée par la famille Valambhia, cherchant à reconnaître une décision pécuniaire rendue dans les tribunaux tanzaniens, d'une valeur de 120 millions USD. *Konoike Construction Co. contre Tanzanie, Cour de district des États-Unis pour le District de*

*Columbia*. Conseil de la Tanzanie (depuis 2017) cherchant à reconnaître et exécuter une sentence rendue en vertu de la Convention de New York par un tribunal arbitral commercial.

- *Stirling Civil Engineering Lmtd contre Tanzanie, Cour de district des États-Unis pour le District de Columbia*. Conseil de la Tanzanie (2017-2018) dans le cadre d'une affaire visant à reconnaître des décisions de tribunaux étrangers appliquant une sentence arbitrale rendue précédemment.
- *Si contre Laogai Research Foundation (LRF), Cour de district des États-Unis pour le District de Columbia*. Conseil de LRF (2013-2018), une ONG qui promeut les droits de l'Homme en Chine, dans une affaire concernant le *False Claims Act*.
- *Community Finance Group contre Kenya, Cour d'appel des États-Unis du huitième circuit et tribunal du district du Minnesota*. Conseil du Kenya (2010-2011) dans une action en justice sur une interférence prétendue lors d'une transaction monétaire et appel d'une décision en faveur du Kenya sur le fondement de l'immunité souveraine.
- *Carpenter contre Chili, Cour d'appel des États-Unis du deuxième circuit et tribunal du district Est de New York*. Conseil du Chili (2008-2012) dans une action en justice concernant de prétendues violations des droits de l'homme par le gouvernement et des fonctionnaires chiliens et appel du jugement en faveur du Chili sur le fondement de l'immunité souveraine.
- *ETI Euro Telecom N.V. contre Bolivie, Tribunal du district Sud de New York*. Conseil de la Bolivie (2008) dans une action en justice de saisie de comptes du gouvernement bolivien et d'une entreprise publique de télécommunications dans des banques de New York afin de garantir les prétentions contre la Bolivie résultant de la nationalisation de la société de télécommunications.
- *Caromin contre Venezuela, Cour d'appel des États-Unis du deuxième circuit et tribunal du district Sud de New York*. Conseil du Venezuela (2007-2009) dans une action en justice sur l'expropriation prétendue de concessions minières au Venezuela et appel du jugement en faveur du Venezuela sur le fondement de l'immunité souveraine.

#### **Services de conseil relatifs à la responsabilité sociale d'entreprise et aux stratégies gouvernementales**

- Services de conseils aux sociétés clientes sur les questions relatives à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'examen des codes de conduite, des conditions de travail et droits de l'homme et sur des questions relatives à la règle de droit. Le pétrole et le gaz, les exploitations minières, la fabrication et Internet en sont des secteurs représentatifs.
- Services de conseils auprès de sociétés, d'organismes non gouvernementaux et d'États étrangers pour l'élaboration de stratégies gouvernementales relatives aux pouvoirs exécutifs et législatifs du gouvernement des États-Unis ainsi qu'aux organismes non gouvernementaux.

#### **ORGANISMES PROFESSIONNELS/CIVIQUES**

##### **Distinctions**

- Publications *Legal 500* aux États-Unis et en Amérique latine : reconnue pour son leadership en arbitrage international.
- *Latinvex*, 30 Meilleure avocate en arbitrage et contentieux internationaux.
- *Super Lawyers, Rising Stars*

- Les leaders les plus influents parmi les 40 de Washington
- *American Arbitration Association (AAA) 2009 Higginbotham Fellow*
- *Yale Journal of International Law*, Éditrice en chef
- Deux *Spot Awards* de la Banque mondiale pour un travail exceptionnel

### **Appartenances**

- Centre Carr pour les politiques des droits de l'homme de la Harvard Kennedy School, membre du conseil d'administration (depuis 2015)
- Centre international Meridian, Co-présidente du Conseil des futurs leaders (depuis 2012)
- Promotion de l'éducation des filles en Afrique, membre du conseil d'administration (2016 à aujourd'hui)
- Société américaine de droit international (ASIL), Groupe des femmes dans le droit international, Membre du Comité de direction (depuis 2015) et Co-présidente (2012-2015)
- *Council on Foreign Relations*, Membre du conseil d'administration, (2012-2017)
- *American Arbitration Association (AAA)*, 2009 A. Leon Higginbotham, Jr. Program Fellow et Membre
- *American Bar Association*, Section Internationale, Membre
- *District of Columbia Bar Association*, Section Internationale, Membre
- *New York Bar Association*, Section Internationale, Membre
- *Arbitral Women's Group*, Membre

### **PUBLICATIONS**

- *Dispute Concerning Delimitation of the Maritime Boundary Between Ghana and Côte d'Ivoire in the Atlantic Ocean*, International Maritime Boundaries, ed. Coalter Lathrop, Brill & ASIL (2019)
- *Will New Trade Talks Shake Up the Arbitration System?*, Latin America Advisor (mars 2016)
- « *Global Public Interests in International Investment Law* », Proceedings of the 109th Annual Meeting of the American Society of International Law (printemps 2015)
- « *Business and Human Rights in the United States* », *Chapitre sur le commerce mondial et les droits de l'homme* (European Lawyer Reference, 2011).
- *Georgia v. Russia: The Use of the Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination as a Means To Redress or Ameliorate Ethnic Cleansing Carried Out in the Course of Armed Conflict*, Section Internationale de l'ABA, Conférence annuelle 2009 (automne 2009).

### **CONFÉRENCES ET INTERVENTIONS**

- « *The Implications of Sea Level Rise on Offshore Hydrocarbon Concession Limits* », Société africaine pour le droit international, 7<sup>ème</sup> Conférence annuelle (octobre 2018)
- « *Combating Ocean Pollution in the Era of Climate Change* », Assemblée des États parties à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (juin 2018)

- « *Third Party Funding in International Commercial and Investment Arbitration* », Conférence 2018 du *Chartered Institute of Arbitrators* – Arbitrage des litiges avec des États souverains et des Entités détenues par des États souverains (avril 2018)
- « *Protection of Foreign Investment vs. Environment & Public Health* », Faculté de droit de Harvard – Arbitrage d'investissement international (mars 2018)
- « *Interstate Arbitration, International Courts and Investment Arbitration: Is More Interaction Needed?* », *Columbia Arbitration Day – International Arbitration Meets a New Global Reality* (La nouvelle réalité mondiale de l'arbitrage international) (mars 2018)
- « *Boundary Disputes in the Oil and Gas Sector* », Conférence conjointe ITA-IEL-ICC sur l'arbitrage international en matière d'énergie (janvier 2018)
- « *How Procedure Makes Substance in International Courts and Tribunals* », Réunion annuelle de l'*American Society of International Law* (avril 2017)
- « *Settlement of Maritime Boundary Disputes* », conférence de l'*Arctic Council Member States* organisée par le ministère des Affaires étrangères des États-Unis (avril 2016)
- « *Pending Maritime Delimitation: What Coastal States Can and Cannot Do* », conférence de l'*Arctic Council Member States* organisée par le ministère des Affaires étrangères des États-Unis (avril 2016)
- « *Exploring the Intersection of Public Health, Investment Arbitration, and Litigation: The Tobacco Cases* », *Boston Bar Association* (février 2016)
- « *The Definition and Delimitation of Continental Shelf Boundaries: West Africa* », *IBRU: Center for Border Research Training Workshop* (février 2016)
- « *Effective Deliberation for Arbitrators and the Role of Counsel and Institutional Secretaries* », CIRDI / AAA 32 Colloque conjoint sur l'arbitrage international CIRDI/CCI/AAA (décembre 2015)
- « *The TPP and the Investor-State Dispute Settlement Process* », *The Inter-American Dialogue* (décembre 2015)
- « *New Developments on Trade Issues : Update on the Uruguay Case* », l'initiative de Bloomberg pour réduire la consommation du tabac, réunion des associés. (novembre 2015)
- « *Public Health and Investment Arbitration: The Tobacco Cases* », Réunion annuelle de l'*American Society of International Law* (avril 2015)
- « *Tobacco and Trade* » Négociations d'un accord de partenariat trans-pacifique (mai 2012)
- « *Cases Before the International Court of Justice* », Conférencière invitée, *Yale Law School* (novembre 2011)
- « *Women in International Law* », branche américaine de l'Association de droit international (juillet 2011 ; juillet 2013)
- « *Pulp Mills Dispute Between Argentina and Uruguay* », Centre pour le développement du droit international de l'environnement (*Center for International Environmental Law*), coparrainé par la Société américaine de droit international (*American Society of International Law*) et la branche américaine de l'Association de droit international (*International Law Association*) (septembre 2010).